

LES PARCOURS SCOLAIRES DES DESCENDANT-E-S DE MIGRANT-E-S : APPORTS DE LA PERSPECTIVE INTERSECTIONNELLE

Laure Moguerou

Université de Paris Ouest / INED
Genre, Savoirs et Education
200 v. de la République
92000 Nanterre
Laure.Moguerou@u-paris10.fr

Mots-clés : Genre, Intersectionnalité

Résumé. Les inégalités de scolarisation entre les sexes et celles entre les classes sociales sont désormais connues en sociologie de l'éducation et reconnues dans l'opinion publique. Elles sont prises en charge dans les politiques scolaires, et donnent lieu à une mise en œuvre visant à faire respecter le principe d'égalité (enregistrements statistiques, actions de prévention, etc.). Tel n'est pas le cas – ou beaucoup plus rarement – des inégalités ayant comme support l'origine (réelle ou supposée). Par ailleurs ces différents rapports sociaux (race/classe/sexe) sont très peu pensés ensemble dans les analyses portant sur la scolarisation des descendant-e-s de migrant-e-s. Cette communication entend, à travers l'exploitation des premiers résultats de l'enquête Trajectoires et Origines, menée conjointement par l'INED et l'INSEE à l'automne 2008, rendre compte des apports de la perspective intersectionnelle pour l'étude des parcours et expériences scolaires des descendant-e-s de migrant-e-s. Nous reviendrons, dans un premier temps, sur le développement, tardif en France, des études portant sur la scolarisation des « enfants de migrants », leurs présupposés et les résistances dont elles ont été (sont) l'objet. Nous montrerons ensuite que ces études ont été, le plus souvent, formulées au neutre masculin. Nous présenterons le cadre théorique de la perspective intersectionnelle. La discussion sur les potentialités de l'approche s'articulera à la présentation des premiers résultats de nos travaux empiriques.

1. La recherche

Les inégalités de scolarisation entre les sexes et celles entre les classes sociales sont désormais connues en sociologie de l'éducation et reconnues dans l'opinion publique. Elles sont prises en charge dans les politiques scolaires, et donnent lieu à une mise en œuvre visant à faire respecter le principe d'égalité (enregistrements statistiques, actions de prévention, etc.). Tel n'est pas le cas – ou beaucoup plus rarement – des inégalités ayant comme support l'origine (réelle ou supposée). Par ailleurs ces différents rapports sociaux (race/classe/sexe) sont très peu pensés ensemble dans les analyses portant sur la scolarisation des descendant-e-s de migrant-e-s. L'articulation des rapports sociaux de « race », de classe et de sexe constituent, encore à ce jour, un point aveugle des recherches menées en sociologie de l'éducation.

Nous reviendrons, dans un premier temps, sur les études portant sur la scolarisation des « enfants de migrants ». Nous montrerons qu'elles ont été l'objet de farouches résistances qui ont considérablement « retardé » le développement d'analyses portant sur ce public scolaire. Nous verrons également, par delà l'analyse des orientations théoriques régulièrement mobilisées, qu'elles ont été, le plus souvent formulées, au neutre masculin. Nous présenterons ensuite le

cadre théorique de la perspective intersectionnelle. La discussion sur les potentialités (et limites) de l'approche s'articulera à la présentation des premiers résultats de nos travaux empiriques.

Les travaux sur la scolarisation des « enfants de migrants » sont tardifs en France par rapport à ceux menés dans d'autres pays, notamment anglo-saxons. La lecture croisée d'Agnès Van Zanten et de Jean Paul Payet¹ des travaux britanniques et américains d'une part et français d'autre part, permettait d'apprécier ce retard.

Plusieurs raisons président à ce retard.

D'une part, la sociologie de l'éducation française a largement été dominée par la théorie de la reproduction (des classes sociales). Elle s'est ainsi montrée résistante à faire de la scolarisation des enfants de migrants une question à part entière. Tout comme elle avait été résistante à faire entrer les différences de sexe dans les analyses menées sur le champ scolaire. Il faut probablement voir là l'effet de l'idéologie républicaine de la laïcité qui considère les individus indépendamment de leurs caractéristiques différentielles (religion, classe, sexe, ethnie...). Le modèle républicain à la française, particulièrement prégnant dans le champ scolaire, a longtemps fait obstacle à une prise en compte des descendants migrants comme tels (Payet, 1996 ; De Rudder, 1997 ; Léger ; 1997).

D'autre part, la sociologie des relations interethniques ou encore sociologie des migrations a eu du mal à se constituer en France. La prise en compte des « minorités » reste polémique, voire « illégitime » (Sayad, 1999). Ainsi, tandis que les premiers travaux dans ce champ émergent dès les années 1920 aux Etats-Unis, il faut attendre les années 1980 en France pour que l'origine migratoire des élèves (ou celle de leurs parents) soit prise en compte dans les analyses portant sur les inégalités de trajectoires scolaires.

Par ailleurs, les descendants de migrants sont longtemps restés invisibles dans les statistiques nationales. Et quand bien même certaines enquêtes recueillent le lieu de naissance et la nationalité des parents des personnes enquêtées, les échantillons sont, le plus souvent, trop restreints pour pouvoir traiter la question dans toutes ses dimensions (et en particulier sexuée). A de très rares exceptions près, les travaux produits sont, jusqu'au milieu des années 90, tirés des résultats d'enquêtes qualitatives.

C'est au moment où l'immigration est constituée en « problème social » (dans le milieu des années 1970) qu'elle suscite l'intérêt du politique et des chercheurs/euses. Il s'agit, dans ce contexte, de rendre compte de « l'intégration des populations immigrées et celle de leurs enfants ». Dans ce cadre, l'école est placée au premier plan des questionnements. Les premiers travaux, entièrement centrés sur les échecs des « enfants de migrants » dans l'école, concluent à « leur inadaptation à l'univers scolaire » (Zirotti, 1989 ; Lorcerie, 2003).

Dans les années 60-70, la sociologie de l'éducation se consacre à évaluer les effets de la transformation du système éducatif. Plus précisément, elle cherche à évaluer les conséquences des réformes que sont la mise en place du collège unique et le relèvement de l'âge d'obligation scolaire à 16 ans. L'échec scolaire des enfants des classes populaires est alors un thème dominant de la discipline.

La théorie de la reproduction permet cependant difficilement de « penser le changement », et en particulier, celui que constitue la montée des filles dans l'école et leur « meilleure réussite scolaire » (Marry, 2001). Longtemps passées inaperçues, ces évolutions ont commencé d'être interrogées (dans les années 80) et avec elles les « réussites paradoxales », c'est-à-dire celles d'enfants issus de milieux populaires, de familles ouvrières ou immigrées (Laurens, 1992 ; Lahire, 1995 ; Zéroulou, 1988). Dans les années 80, il y a donc un renversement de la perspective : on passe d'une problématique centrée sur l'échec à une interrogation sur la réussite des enfants de migrants.

¹ Dans un numéro spécial de la revue française de pédagogie paru en 1996

Ce renversement de perspective s'accroît dans les années 90, quand sont mobilisées les enquêtes statistiques qui offrent « l'opportunité » du raisonnement toutes choses égales par ailleurs. Toutes choses égales par ailleurs –c'est-à-dire à même niveau de diplôme, à même catégories socioprofessionnelles des parents, soit à classe sociale égale– les enfants de migrants auraient des résultats scolaires égaux voire légèrement supérieurs à ceux des enfants dont les parents sont nés et grandis en France (Vallet et Caille, 1996). L'explication donnée est que les ambitions des parents immigrés seraient plus fortes que celles des parents de niveau socio-économique comparable (Brinbaum et Kieffer, 2005).

Le croisement de la variable origine avec la classe sociale constitue une avancée par rapport à la vision fixiste, naturalisante que donnait à voir les premières analyses sur le sujet. Mais ces résultats ont surtout servi à nier la spécificité de la position scolaire des enfants de migrants (leurs parcours témoigneraient d'une accentuation de l'inégalité des chances) et par là même délégitimer un traitement spécifique de la question.

Cependant certains auteurs insistent sur le maintien de processus d'exclusion et de relégation des filières les plus rentables (Payet, 2003). Les travaux développés depuis une dizaine d'années sur « l'ethnisation des rapports sociaux dans l'école » interrogent cette réalité sociale singulière (Lorcerie, 2003). La démarche consiste à considérer que les Français-e-s descendant-e-s de migrants existent en tant que groupe social au sein de la société française, non pas en raison d'une « culture différente » préalable à tout rapport avec la société, mais en raison d'un rapport de domination, qui s'exprime par le racisme, et qui les construit comme « culturellement différents », puis fait exister cette « différence culturelle » (Hamel, 2003). Divers travaux se sont développés visant à interroger, sous cet angle théorique, aussi bien les pratiques enseignantes que leurs représentations à l'égard des familles et des élèves issus de l'immigration, les stratégies éducatives des familles dans des contextes fortement ethnicisés, ou encore les effets de la ségrégation ethnique sur les élèves (rapport au travail scolaire ; sociabilités ; déviances ; ...).

Mais, en dehors des travaux d'Annette Goldberg Salinas (1996), avec ou sans la collaboration de Claude Zaidman (1998), les rapports sociaux de sexe ont très peu été pris en compte dans les analyses sur les enfants de migrants. Les analyses ont été, le plus souvent, formulées au neutre masculin ou, comme le relèvent Françoise Gaspard (1995) ou encore Nacira Guénif-Souilamas (2000) centrées sur les seuls parcours des jeunes filles d'origine maghrébine, présentées comme des symboles de réussite des « politiques d'intégration ».

L'articulation des rapports sociaux de « race », de classe et de sexe constituent encore à ce jour un point aveugle des recherches menées en sociologie de l'éducation.

Or, donner à voir cette articulation est au fondement de la perspective intersectionnelle qui interroge les mécanismes par lesquels les différentes logiques de domination qui s'opèrent à partir des construits sociaux tels le sexe, la « race », la classe sociale s'entrecroisent, se renforcent mutuellement, voire parfois s'atténuent. Car l'objectif n'est pas tant d'additionner ces attributs (« race », classe, sexe ...) comme des désavantages statistiques et indépendants mais d'établir des liens entre eux et les systèmes de domination /exclusion.

Ce concept a été développé aux Etats-Unis dans les années 70 par des auteures dites « black féministes » qui se sont trouvées marginalisées tant dans le mouvement antiraciste que dans le féminisme mainstream (Lépinard, 2005). Il s'agissait, pour elles, de faire sortir de l'invisibilité leurs réalités où le racisme, le classisme et le sexisme pour ne nommer que ceux là, se chevauchent et interagissent (Dorlin, 2009).

Cette perspective réfute l'idée de la femme universelle et d'une expérience sociale qui serait commune à toutes les femmes, tout en adhérant à la lecture féministe qui voit dans l'expérience sociale des femmes l'expression d'un rapport social universel (la domination masculine ou le patriarcat). Mais l'intersectionnalité s'attarde sur les variations dans l'espace et dans le temps de

cette domination et sur les mécanismes de multiplication pour certaines catégories qui accumulent les minorisations multiples.

Cette communication entend, à travers l'exploitation des premiers résultats de l'enquête Trajectoires et Origines² rendre compte des apports de la perspective intersectionnelle pour l'étude des parcours et expériences scolaires des descendant-e-s de migrant-e-s.

2. Bibliographie

- Brinbaum Y. et Kieffer A. (2005) « D'une génération à l'autre, les aspirations éducatives des familles immigrées. Ambition et persévérance », *Education et Formations*, n° 72, octobre, p.53-75.
- Vallet L.A. et Caille J.P. (1996) « Les élèves étrangers ou issus de l'immigration dans l'école et le collège français : Une étude d'ensemble ». *Éducation et formations*, vol. 4, n° 67, p. 1-153.
- De Rudder V. (1997) « Quelques problèmes épistémologiques liés aux définitions des populations immigrantes et de leur descendance », in. Aubert F., Tripier M. et Vourc'h F. *Jeunes issus de l'immigration. De l'école à l'emploi*. Paris, L'Harmattan, pp. 17-44
- Dorlin E. (2009) *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, PUF, coll. « Actuel Marx/Confrontations », 2009.
- Gaspard F. (1996) « De l'invisibilité des migrantes et de leurs filles à leur instrumentalisation », *Migrants-formation*, n°105, pp. 15-30.
- Goldberg-Salinas A. (1996) « Femmes en migrations : un réflexion sur l'état de la question en France », *Migrants-Formation*, n°105, pp.31-34
- Goldberg-Salinas A. et Zaidman C. (1998) « Les rapports de sexe et la scolarité des enfants de parents migrants. Une étude exploratoire » *Recherches Féministes*, vol. XI, n° 1, pp.47-59
- Guénif-Souilamas N. (2000) *Des beulettes aux descendants d'immigrants nord africains*, Paris, Grasset-Le Monde, 360 p.
- Hamel C. (2003) *L'intrication des rapports sociaux de sexe, de « race », d'âge et de classe : ses effets sur la gestion des risques d'infection par le VIH chez les Français descendant de migrants du Maghreb*, Thèse, EHESS Paris, 720 p..
- Lahire B. (1995) *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard/Seuil
- Laurens, J.P. (1992) *1 sur 500 La réussite scolaire en milieu populaire*, Toulouse, PUM
- Léger A. (1997) « Usage des statistiques de la DEP concernant les enfants de migrants » in. Aubert F., Tripier M. et Vourc'h F. *Jeunes issus de l'immigration. De l'école à l'emploi*. Paris, L'Harmattan, pp. 45-61
- Lépinard E. (2005) « Malaise dans le concept. Différence, identité et théorie féministe », *Cahiers du genre*, 39, pp.109- 136
- Lorcerie F. (2003) *L'École et le défi ethnique*, Paris, INRP et ESF, 333 p.
- Marry C. (2001) « Filles et garçons à l'école : du discours muet à la controverse des années 1990 » in. Laufer J., Maruani M. et Marry C. (dir.) *Masculin-Féminin : questions pour les sciences de l'homme*, PUF, Paris, pp. 25-43

² L'enquête TeO (Trajectoires et Origines) a été menée conjointement par l'INED et l'INSEE en France métropolitaine à l'automne 2008. Elle a permis d'interroger près de 24 000 personnes, soit environ 10000 descendant-e-s de migrant-e-s (âgés de 18 à 49 ans), 10 000 migrant-e-s et 4000 personnes n'appartenant à aucune de ces deux catégories. Toutes les origines sont présentes dans l'enquête avec des effectifs minimaux (800 personnes) pour les origines les moins représentées en France (notamment celles des vagues migratoires récentes : Afrique Centrale, Asie du Sud -Est, ...) permettant d'opérer des croisements qui restent significatifs, une fois introduites l'ensemble des dimensions nécessaires à l'analyse (« race » / classe / sexe / âge).

- Payet J.P. (1996) « La scolarisation des enfants et des jeunes issus de l'immigration en France », *Revue Française de Pédagogie*, n°117, pp.89-116
- Payet, J.P. (2003) « Ecole et immigration. Un bilan des travaux (1996/2002), un programme de recherche », *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, n°135, pp.103-122
- Sayad A. (1999) *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris, Seuil, Coll. "Liber", 438 p.
- Van Zanten A. et Payet J.P. (1996) « Ecole et immigration. Présentation », *Revue Française de Pédagogie*, n°117, pp.5-6
- Zéroulou Z. (1988) « La réussite scolaire des enfants d'immigrés. L'apport d'une approche en termes de mobilisation », *Revue française de sociologie*, 29(3), pp. 447-470
- Zirotti J.P. (1989) « La constitution d'un domaine de recherche : la scolarisation des enfants de travailleurs immigrés (ETI) », *Babylone*, N°6/7, pp. 210-254